

Mercredi 9 décembre 2020

SEILLE ET GRAND COURONNÉ Intercommunalité

Fermeture de leur trésorerie : les élus communautaires mécontents

Le traitement que leur réservent les services de l'État, pressés de fermer la trésorerie d'Essey-lès-Nancy, a mis le président de Seille et Grand Couronné et les conseillers en colère. Ils ont signé une motion d'opposition à cette mesure lors du dernier conseil communautaire.

Les élus communautaires de Seille et Grand Couronné, réunis en conseil jeudi dernier à Nomeny, ont voté à l'unanimité une motion d'opposition à la fermeture anticipée de la trésorerie d'Essey-lès-Nancy. Et dans la foulée, seize d'entre eux se sont rendus, ce lundi 7 décembre, drapés dans leurs écharpes tricolores, devant la Trésorerie pour montrer leur désaccord.

Le président de la com'com Claude Thomas, qui ne décolère pas depuis quelques jours, s'en explique : « Nous avons été informés en septembre que

cette trésorerie fermerait fin décembre, explique l' élu. Nous avons immédiatement saisi la préfecture, qui nous avait assuré que cette fermeture n'interviendrait qu'en janvier 2023. Cela nous laissait le temps de nous organiser. On nous avait aussi affirmé que seules les communes de Seille et Grand Couronné dépendant de la trésorerie d'Essey seraient rattachées à celle de Nancy. »

Des économies, quoi qu'il en coûte...

Mais la semaine dernière, la Direction générale des finances publiques (DGFIP) a non seulement reconfirmé la date du 31 décembre 2020 pour la fermeture d'Essey, mais a précisé en plus que l'ensemble des 42 communes du territoire devraient désormais s'adresser à la trésorerie de Nancy, même celles du nord du territoire rattachées à Pont-à-Mousson.



Le président Claude Thomas (1er à g.) et 15 élus communautaires réunis devant la trésorerie d'Essey-lès-Nancy. Photo ER/Patrice BERTONCINI

« C'est hallucinant !, s'emporte l' élu. Et ce n'est pas tout. Dans le même temps, la DGFIP m'informe qu'un conseiller aux décideurs locaux, censé remplir le rôle de la trésorerie, va bientôt venir s'installer dans nos locaux ! Mais dans quelles conditions, dans quel bureau, avec quels moyens, ça, on ne le sait toujours pas. »

Une façon de procéder qui

donne l'impression au président Claude Thomas que l'État « n'a rien compris au problème de l'aménagement du territoire, aux services de proximité. » Comme si l'État, qui veut faire des économies en supprimant des milliers d'emplois dans ses services, avait décidé de passer en force quoi qu'il en coûte... aux collectivités locales.

Patrice BERTONCINI

La colère des agents

Les élus ne sont pas les seuls mécontents. Force Ouvrière et son secrétaire à la DGFIP 54, Alexis Tschens, dénoncent dans un communiqué de presse la suppression de 1 800 emplois en 2021, dont 16 pour la Meurthe-et-Moselle.

Le syndicat condamne également les projets de fermeture de six trésoreries dans le département, autant de projets « qui affaiblissent le service public et constituent un désastre pour les conditions de travail des personnels et l'exercice de leurs missions. Défendre la présence de tous les services sur le territoire, c'est éviter la disparition de l'accueil physique pour les usagers », conclut le syndicat.